

## L'exemple éthiopien

Les 30 et 31 octobre, SOS Faim organise à l'abbaye de Neumünster diverses manifestations où l'Éthiopie sera à l'honneur et tout particulièrement l'institution de microfinance Buusaa Gonofaa, lauréat du Prix européen 2008 de la microfinance.

**UNE CONFÉRENCE** : «L'impact de la microfinance en milieu rural» de Teshome Dayesso, directeur de Buusaa Gonofaa développera les spécificités de l'institution de microfinance Buusaa Gonofaa dans la lutte contre la pauvreté.

Le 30 octobre à l'abbaye de Neumünster, 19 h. En anglais, traduction en français assurée.

**UNE EXPO PHOTO** : «Le bonheur est dans le prêt». Le photographe luxembourgeois Patrick Galbats est allé à la rencontre des bénéficiaires du microcrédit rural proposé par Buusaa Gonofaa en Éthiopie. Les images qu'il rapporte confèrent un visage humain à la microfinance, expriment la précarité de la vie, mais aussi la vigueur déployée au quotidien pour sortir de la pauvreté et dévoilent les petits ou grands succès des bénéficiaires.

Du 30 octobre au 8 novembre à l'abbaye Neumünster, entrée libre, vernissage le 30 octobre à 20 h 30.

**UN CONCERT** : entre influences traditionnelles et sonorités modernes, l'artiste éthiopienne Minyeshu envoûte par sa voix suave et chaude. Artiste complète, la jeune femme, qui danse aussi, entend faire connaître son pays au-delà du continent africain. Le 31 octobre à l'abbaye Neumünster, salle Robert-Krieps, 20 h 30. Tarif normal : 20 euros, 15 euros pour les moins de 26 ans. Réservations : [www.luxembourgticket.lu](http://www.luxembourgticket.lu) ou auprès du CCRN (+352/26.20.52.1, [www.ccrn.lu](http://www.ccrn.lu))

**GASTRONOMIE** : Dîner éthiopien, sous forme de buffet, pour savourer l' incontournable injera, galette à la farine de tef et maïs.

Le 31 octobre Brasserie des Cultures, abbaye de Neumünster. Repas à 13 euros. Deux services : à 19 et 22 h. Attention, le nombre de places étant limité, il est indispensable de réserver auprès de SOS Faim : Stéphanie Rajchel, assistante administrative, 49 09 96 ou [stephanie.rajchel@sosfaim.org](mailto:stephanie.rajchel@sosfaim.org)

# Pourquoi la famine progresse

À moins d'un mois du sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui se tiendra à Rome en novembre, SOS Faim revient sur un drame qui touche 15 % de l'humanité.

Une semaine à peine après la journée mondiale de l'Alimentation, l'ONG luxembourgeoise SOS Faim est revenue sur les causes de la progression fulgurante de la famine dans le monde.

De notre journaliste Fabien Grasser

Pourquoi reparler de la famine quelques jours seulement après la journée mondiale de l'Alimentation qui a largement fait la une des gazettes? «Après la journée mondiale de l'Alimentation et le constat que plus d'un milliard

d'humains souffrent aujourd'hui de la famine, l'une de nos donatrices nous a contactés pour nous demander : "Mais à quoi ça sert de donner de l'argent quand rien ne change", raconte Marine Lefebvre, responsable de l'information chez SOS Faim.

Ainsi le message largement colporté ces derniers jours mérite d'être répété à l'envi : si chaque jour de 300 000 à 400 000 personnes de plus tombent dans la famine, ce n'est pas par fatalité, mais surtout en raison des graves erreurs politiques commises au cours des 20 dernières. La première est sans

doute la diminution drastique de l'appui aux agricultures des pays développés. «Alors qu'en 1980, les pays riches consacraient 18 % de leur aide au développement agricole, ce pourcentage est aujourd'hui tombé à 5 % en 2009», constate Marine Lefebvre. Le passage d'une agriculture familiale vivrière à des monocultures est un autre facteur de l'accroissement de la famine qui touche en premier lieu l'Afrique et... les agriculteurs. «Quelque 75 % des victimes de la famine sont des paysans, un comble», relève Marine Lefebvre.

La spéculation sur les matières

premières agricoles, des surfaces cultivées trop réduites, le manque d'accès aux techniques modernes, l'impossibilité de parvenir aux marchés en raison du manque d'infrastructures comptent parmi les autres explications.

## ➤ Être vigilant sur la microfinance

Une montagne de difficultés insurmontables? «Il y a tout de même des signes et des actions qui permettent d'espérer», veut croire le responsable de l'information de l'ONG. «On a nettement l'impression que les institutions commencent à prendre conscience des erreurs commises.» Un autre facteur est le développement exponentiel des institutions de microfinance, puisqu'on en compte désormais plus de 10 000 sur la planète. Ces crédits permettent souvent aux agriculteurs d'accéder aux matériels et produits phytosanitaires qui leur font défaut et les obligent dans bien des cas à fédérer leurs ressources. «Mais il faut être vigilant sur ce point, prévient Thierry Défense, le directeur de l'ONG luxembourgeoise. La microfinance va de plus en plus aux populations urbaines des pays émergents, les plus solvables parmi les pauvres. Notre rêve à nous est de pouvoir atteindre le village le plus reculé dans les pays où nous intervenons, car c'est là que l'aide est la plus nécessaire. Mais ces populations n'intéressent pas forcément les financiers de plus en plus engagés dans la microfinance. Nous constatons cela au Luxembourg où la place financière a créé des fonds microfinance. Nous sommes régulièrement contactés par des gestionnaires de ces fonds car ils ne savent pas quoi faire de l'argent. Mais souvent la faiblesse des intérêts que peuvent payer les plus pauvres ne les intéresse pas. Pas assez rentable. Il y a là le risque de créer de nouveaux déséquilibres.»

Le combat se déroule donc sur une multitude de fronts et SOS Faim ne désarme pas. Les 30 et 31 octobre, l'ONG organise ses journées de la microfinance à l'abbaye Neumünster, au cours desquelles l'Éthiopie sera à l'honneur. Une action de plus pour mobiliser encore et encore, car il y a urgence : chaque jour, ce sont 17 000 enfants qui meurent de faim dans le monde.



Photo : afp

Le droit à l'alimentation proclamé à l'occasion de la journée mondiale de l'Alimentation, le 16 octobre dernier.

## Ils partent pour mieux revenir

L'OekoZenter disposera d'ici deux ou trois ans de tout nouveaux locaux ultramodernes et ultraécologiques.

Cela faisait longtemps qu'ils en rêvaient. C'est désormais fait. Les responsables de l'OekoZenter et des différentes organisations (Mouvement écologique, Klimabündnis Lëtzebuerg, fondation ÖkoFonds, Vëlosinitiativ) qui siégeaient au 6, rue Vauban dans le quartier du Pfaffenthal disposeront d'ici deux à trois ans de tout nouveaux locaux, ultramodernes et ultraécologiques, bien évidemment.

Où ça? Eh bien toujours à la même adresse. En effet, le bâtiment ainsi que l'école, voisine de l'OekoZenter vont être démolis pour faire place à un édifice exemplaire en termes énergétiques. Les nouveaux locaux, construits entièrement en bois, ne nécessiteront aucun chauffage (exception faite de la cuisine) : c'est ce qu'on appelle une «maison passive» (en consommation d'énergie).

Et comme semblait l'indiquer vendredi Blanche Weber, présidente du

Mouvement écologique lors d'une réception donnée à cette occasion et organisée en face de l'OekoZenter (dans les locaux du Sang a Klang) : «C'est quelque chose de relativement unique au Luxembourg.»

## ➤ Un projet qui coûtera trois millions d'euros

Et il y avait du beau monde à cette réception : Paul Helminger, bourgmestre de la ville, Lucien Lux, actuellement député et ancien ministre de l'Environnement, Claude Wiseler, ministre du Développement durable, mais aussi Nico Wennmacher, ancien président de la FNCTTFEL et même Jeannot Krecké, ministre de l'Économie s'étaient en effet tous donnés la peine vendredi en fin de journée de répondre présent à l'invitation de l'OekoZenter. Les responsables du centre dédié à l'écologie avaient tenu à rendre hommage à

tous ces hommes qui, dans leur ensemble, ont contribué à ce que la construction des nouveaux locaux devienne enfin possible.

Voté dernièrement au conseil communal de la Ville de Luxembourg, le projet est désormais ficelé (voir image de synthèse ci-contre). Les travaux commenceront dans un mois. Après de longues discussions, c'est donc finalement la commune qui préfinancera le projet. L'État, à qui appartient le terrain, remboursera celle-ci sur 20 ans. Coût de l'opération : un peu plus de trois millions d'euros.

En attendant, l'OekoZenter ne déménage pas très loin. En effet, les différentes organisations écologiques ne se déplacent provisoirement qu'à quelques mètres de leur ancien bâtiment délabré, au numéro 4, de la rue Vauban.

Olivier Landini



Source : oekoZenter

Photo de synthèse des futurs locaux écologiques de l'OekoZenter.